

France/Politique

"Gilets jaunes" : le gouvernement recule pour juguler la crise

AFP
Paris/France

Hier à la mi-journée, le Premier ministre Edouard Philippe a annoncé la suspension pendant six mois de trois mesures fiscales. Pour autant, la colère ne retombe pas.

ENGLUE dans la crise déclenchée par le mouvement inédit des "gilets jaunes", le gouvernement français a reculé hier en annonçant la suspension d'une hausse contestée des taxes sur les carburants pour "ramener l'apaisement", mais sans convaincre de nombreux protestataires.

"Aucune taxe ne mérite de mettre en danger l'unité de la Nation", a souligné le Premier ministre français Edouard Philippe lors d'une allocution télévisée, ajoutant qu'il "faudrait être sourd" pour ne "pas entendre la colère" des Français. Depuis les émeutes violentes à travers le pays samedi - notamment des pillages et incendies dans des quartiers chics et symboliques de Paris - qui ont choqué au-delà des frontières, le gouvernement est engagé dans une course contre la montre pour tenter de juguler la fronde des "gilets jaunes" contre la politique sociale et fiscale du gouvernement et prévenir de nouveaux heurts. Quatre personnes sont mortes et des centaines ont été blessées depuis le début des manifestations le 17 novembre. Après avoir reçu syndicats et responsables politiques la veille, Edouard Philippe a décliné hier un train de



Photo : AFP

Le Premier ministre Edouard Philippe hier : "Aucune taxe ne mérite de mettre en danger l'unité de la Nation."

mesures censées "ramener l'apaisement et la sérénité dans le pays". Ce plan de sortie de crise comprend un moratoire de six mois sur la hausse des taxes sur les carburants, un gel des tarifs du gaz et de l'électricité cet hiver et aucun durcissement du contrôle technique des voitures avant l'été.

Ces mesures devraient entraîner un manque à gagner de près de deux milliards d'euros pour les finances publiques, équivalant à 0,1 point de PIB, mais "le cap de la réduction de la dette sera tenu", a assuré dans la foulée le ministre des Finances Bruno Le Maire, soucieux de rassurer ses partenaires européens.

"VRAI DIALOGUE" • En accord avec l'engagement pris la semaine dernière par le président Emmanuel Macron, une vaste concertation se tiendra dans les trois mois à venir, a par ail-

leurs confirmé le Premier ministre.

Citoyens, syndicats, élus locaux, parlementaires, associations ont été conviés à "engager un vrai dialogue" sur les revendications exprimées ces dernières semaines, notamment en matière de fiscalité, pour y apporter des réponses.

Selon les analystes, ces annonces représentent un premier recul pour Emmanuel Macron qui, depuis le début de son mandat, s'était fait fort de ne pas céder à la rue.

Mais le président, devenu la cible de toutes les critiques pour sa politique économique jugée trop favorable aux plus aisés, est affaibli : sa cote de confiance a encore plongé de 6 points à 23%, un nouveau plus bas, selon un sondage hier.

Le chef de l'Etat a brièvement reçu un "gilet jaune" à l'Elysée hier mais n'a pas prévu de s'exprimer dans l'immédiat, a indiqué son

entourage.

Après avoir tardé à prendre la mesure de la profonde colère populaire, l'exécutif a eu toutes les difficultés à ouvrir le dialogue avec "les gilets jaunes", un mouvement atypique, né des réseaux sociaux, sans leader ni structure.

"DES MIETTES" • Les annonces du gouvernement pourraient ne pas suffire à calmer la colère des manifestants - qui annoncent une nouvelle manifestation samedi - alors que des dizaines de lycées sont à leur tour gagnés par un mouvement de fronde ces derniers jours.

Si des manifestants ont décidé de lever le blocage du dépôt pétrolier à Brest (ouest), jugeant "satisfaisantes" les concessions de l'exécutif, de nombreux autres poursuivent leurs actions.

"Ils font ça pour qu'on lève le camp et qu'on rentre chez

nous, mais on ne va pas bouger", juge Lionel Rambeaux, soudeur, à un barrage à la sortie du Mans (centre-ouest).

"Ce sont des mesurette. On attendait autre chose que des mesures symboliques pour faire baisser d'un palier la colère", soupire à ses côtés Marc Beaulaton, un retraité de 59 ans.

De son côté, Benjamin Cauchy, une des figures du mouvement, a salué une "première étape" dans le moratoire. Mais "les Français ne veulent pas des miettes, ils veulent la baguette au complet", a-t-il déclaré à l'AFP.

Même insatisfaction auprès des partis d'opposition. "Trop peu et trop tard", a résumé le vice-président Les Républicains (droite), Damien Abad.

"Rien pour améliorer les fins de mois, rien sur le Smic (le salaire minimum), rien sur les pensions, rien sur l'ISF", l'impôt sur la fortune que les manifestants appellent à rétablir, a dénoncé Ian Brossat, chef de file du Parti communiste pour les européennes.

Partout en France, les appels à se mobiliser un quatrième samedi de suite ont été maintenus. Deux rencontres de Ligue 1 de football, PSG - Montpellier et Toulouse-Lyon, prévues samedi, ont déjà été reportées.

Éric Drouet, l'un des membres les plus connus des "gilets jaunes", a appelé à "retourner à Paris" samedi, "près des lieux de pouvoirs, les Champs-Élysées, l'Arc de Triomphe, Concorde". "Les gens sont de plus en plus motivés, ils s'organisent, nous serons encore plus nombreux", a-t-il assuré à l'AFP.

A travers le monde

• **Afghanistan/Conflit. Les pertes de l'armée afghane risquent de devenir "intenable"**

Les pertes de l'armée afghane risquent de devenir "intenable" si des mesures ne sont pas prises de façon urgente pour améliorer le recrutement et la formation des troupes, a estimé hier un général américain.

• **Etats-Unis/Diplomatie. Meurtre Khashoggi : des sénateurs accusent le prince héritier**

Deux sénateurs républicains américains ont affirmé hier n'avoir "aucun" doute de l'implication du prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane, dans le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi, après avoir été informés à huis clos des conclusions de la CIA.

• **Grande-Bretagne/Parlement. Le gouvernement affaibli par un vote hostile sur le Brexit**

Le gouvernement britannique a perdu mercredi un vote clé sur le Brexit au Parlement, signe de son extrême faiblesse avant même le début de cinq jours de débats électriques sur le traité de divorce de l'UE et un vote sur ce texte qui sera déterminant pour l'avenir du Royaume-Uni.

• **Proche-Orient/Conflit. Un Palestinien tué en Cisjordanie occupée**



Photo : AFP

Un Palestinien a été tué hier matin dans des affrontements avec des soldats israéliens en Cisjordanie occupée, selon une source médicale et l'agence de presse officielle palestinienne Wafa.

• **Turquie/Justice. Nouvelles vagues d'arrestations liées au prédicateur Gülen**

Les autorités turques ont arrêté ou recherchaient hier plus de 250 personnes soupçonnées d'être liées au prédicateur Fethullah Gülen, bête noire du président Recep Tayyip Erdogan qui l'accuse d'avoir orchestré une tentative de putsch en 2016.

• **Yémen/Conflit. Accord pour un échange de centaines de prisonniers entre les belligérants**

Le gouvernement et les rebelles au Yémen ont conclu un accord pour échanger des centaines de prisonniers avant l'ouverture de pourparlers de paix prévus en Suède, a-t-on appris hier de sources concordantes.

Cameroun/Justice

Abandon des poursuites engagées contre 52 opposants

AFP
Yaoundé/Cameroun

LES poursuites engagées contre 52 opposants du Cameroun ayant manifesté fin octobre contre le "hold-up électoral" lors de la présidentielle du 7 octobre remportée par Paul Biya, ont été abandonnées hier, à Douala (sud du pays), a indiqué leur avocat Me Emmanuel Sim.

"Le ministère de la Justice a ordonné l'arrêt des poursuites à l'encontre de nos militants", a affirmé Me Sim, également vice-président du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), l'un des principaux partis d'opposition.

Le MRC est présidé par Maurice Kamto, candidat malheureux à la présidentielle qui conteste sa défaite.

Cet abandon des charges "concerne toutes les per-



Photo : AFP/L'Union

Les 52 militants concernés par l'abandon des poursuites appartiennent au MRC, le parti de l'opposant et candidat malheureux à la présidentielle Maurice Kamto.

sonnes" qui étaient poursuivies, dont Me Michèle Ndoki, avocate et cadre du MRC, a assuré Me Sim.

La décision a été notifiée aux

prévenus par un tribunal de Douala qui devait les juger.

Le 27 octobre, 52 militants du MRC avaient été arrêtés à Douala, la capitale écono-

mique camerounaise, en marge d'une manifestation contre les résultats de la présidentielle.

Le siège du MRC à Douala avait

été "saccagé" par les forces de sécurité, selon le parti.

Conduites à la police judiciaire du quartier Bonanjo de Douala, les personnes interpellées, parmi lesquelles Me Michèle Ndoki, avocate de M. Kamto, avaient été libérées dans la soirée.

La veille, le ministre de l'Administration territoriale (Intérieur), Paul Atanga Nji, avait prévenu que "toutes les tentatives de troubles à l'ordre public seraient traitées avec la plus grande fermeté".

L'opposant Maurice Kamto, arrivé deuxième avec 14,23% des voix derrière Paul Biya lors de la présidentielle du 7 octobre, ne reconnaît pas le résultat officiel des urnes validé par le Conseil constitutionnel.

Paul Biya, 85 ans dont 36 au pouvoir, a été réélu avec 71,2% des voix pour un septième mandat consécutif.